Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

55 | 2017

Les écoles du peuple à l'ère des révolutions
(1815-1880)

Sylvain MILBACH, *Les Chaires ennemies. L'Église, l'État et la liberté de l'enseignement secondaire dans la France des notables (1830-1850)*

Paris, Honoré Champion, « Bibliothèque d'études des mondes chrétiens », 3, 2015, 664 p., 95 €

Matthieu Brejon de Lavergnée

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5357>

DOI : 10.4000/rh19.5357

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 219-221

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Matthieu Brejon de Lavergnée, « Sylvain MILBACH, *Les Chaires ennemies. L'Église, l'État et la liberté de l'enseignement secondaire dans la France des notables (1830-1850)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 55 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5357> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5357>

Ce document a été généré automatiquement le 5 janvier 2021.

Tous droits réservés

Sylvain MILBACH, *Les Chaires ennemies. L'Église, l'État et la liberté de l'enseignement secondaire dans la France des notables (1830-1850)*

Paris, Honoré Champion, « Bibliothèque d'études des mondes chrétiens », 3, 2015, 664 p., 95 €

Matthieu Brejon de Lavergnée

RÉFÉRENCE

Sylvain MILBACH, *Les Chaires ennemies. L'Église, l'État et la liberté de l'enseignement secondaire dans la France des notables (1830-1850)*, Paris, Honoré Champion, « Bibliothèque d'études des mondes chrétiens », 3, 2015, 664 p., 95 €.

- 1 Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué demandait non sans malice Jacques Revel dans sa préface au *Pouvoir au village* de Giovanni Levi ? Telle pourrait être la clef de l'ouvrage exigeant de Sylvain Milbach, issu de son habilitation à diriger les recherches. Son objet est la campagne en faveur de la liberté de l'enseignement secondaire, menée sous la monarchie de Juillet par une élite catholique qui s'appuie sur la Charte révisée de 1830, et aboutit à la loi Falloux de 1850, sous un autre régime. La postérité polémique de cette loi bien connue a éclipsé les débats antérieurs et l'échec des quatre projets de loi précédents ; mais plus encore, elle a conduit à projeter sur les années 1840 la division des deux France des années 1880 entre « laïques » et « cléricaux ». Or l'auteur démontre aisément qu'il faut renoncer à cette lecture bloc contre bloc : « il y a eu des acteurs multiples et chaque camp était divisé » (p. 19), dans un contexte où l'État se veut à la fois libéral, acceptant le rôle social du catholicisme, sans pour autant renoncer à son rôle enseignant (le fameux monopole) garant du

gouvernement des esprits. « Tout est question de dosage » écrit encore S. Milbach (p. 338), formule qui pourrait résumer la tonalité de cette étude.

- 2 Une première partie chronologique montre tout d'abord que la querelle de l'enseignement n'avait rien d'inéluctable. Le renouveau catholique des années 1830 – en particulier dans les cercles mennaisiens et leurs prolongements – est moins adversaire que solidaire de son époque : des associations, une presse active, un projet de « science catholique », des laïcs engagés tissent des ponts avec la société moderne. Malgré une révolution anticléricale, le gouvernement de Juillet promeut plutôt l'apaisement dont témoignent le budget des Cultes ou les nominations épiscopales. La religion doit contribuer à l'ordre social de même que la présence du clergé dans l'Université doit permettre de lutter contre la mauvaise réputation morale dont celle-ci pâtit. C'était négliger le réveil d'une opposition qui se noue sur la question du statut des petits séminaires au moment du premier projet Villemain (1841). Les évêques, atteints dans leurs prérogatives, protestent, contribuant à nourrir l'anticléricalisme et à déplacer la question de l'enseignement d'un débat libéral vers un débat religieux, bref à la confessionnaliser. Deux opinions s'affrontent : catholique d'un côté, portée par la presse (à l'histoire de laquelle l'auteur apporte beaucoup), antireligieuse de l'autre pour dénoncer non plus une Église alliée du régime comme sous la Restauration mais un contre-pouvoir qui menacerait l'État et la société.
- 3 La deuxième partie s'attache à décrire les forces en présence à l'heure de l'affrontement (second projet Villemain, 1842-1845). Côté catholique, l'auteur distingue le clergé des laïcs. Le premier mène l'offensive à travers dénonciations personnelles d'enseignants – le ministre lui-même est visé –, publication de brochures violemment polémiques et lettres publiques de l'épiscopat. S. Milbach voit dans la question de l'enseignement un des lieux d'affirmation de l'intransigeance catholique marquée par le quadruple refus de la Réforme, des Lumières, de la Révolution et de l'État libéral. Les laïcs ne sont pas en reste mais, de même que certains prélats sont débordés par leur clergé, le mouvement catholique est divers, partagé entre une « aile avancée » et une « aile modérée » que peuvent symboliser les noms de Veuillot et Montalembert d'un côté, Ozanam et Foisset de l'autre, ou celui de leurs journaux, *L'Univers* et *Le Correspondant*. Ces tendances s'opposent à vrai dire moins sur les objectifs – la liberté – que sur les moyens : affrontement ou persuasion. En face, les milieux universitaires font l'objet d'un fort chapitre et se présentent, loin des outrances catholiques, comme un corps éclaté, plus spiritualiste qu'irrégulier, gardant ses distances avec la polémique anti-jésuite d'un Michelet, bref, prudent et disposé à une certaine conciliation. L'auteur pointe ici l'échec d'un « compromis historique » (p. 343) et la consolidation d'argumentaires qui devaient se raidir lorsque l'enjeu glissa vers l'enseignement primaire. Mais à vrai dire, c'est bien ce moment qui est matriciel.
- 4 La troisième partie embrasse les années 1845-1847 (projet Salvandy) et resserre l'attention sur les forces catholiques. L'épiscopat se retire de la course, le gouvernement calme le jeu. Reste donc en lice ce qui devient le « parti catholique » dont le nom officiel est le Comité électoral pour la défense de la liberté de l'enseignement. Il adopte une nouvelle stratégie : obtenir gain de cause moins par d'âpres campagnes qu'en constituant un efficace groupe de pression. À partir des archives privées de Montalembert, où se trouvent les papiers du comité, l'auteur livre une étude fine de la sociologie et de la géographie de ce milieu, sans toutefois recourir à une prosopographie ou à une analyse de réseaux en bonne et due forme. À côté de

résultats attendus (place des nobles, des légitimistes, des laïcs engagés de la Société de Saint-Vincent-de-Paul), plus originale est la mise en évidence d'un « réseau érudit » (p. 372) de notables seconds qui nourrit son combat d'une certaine lecture de l'histoire. Les élections de 1846 puis une campagne pétitionnaire en 1846-1847 voient le parti catholique à l'œuvre. Cette dernière est étudiée à partir de la série C des Archives nationales qui permet de dresser une belle carte de France des 115 000 signataires. S. Milbach tente de l'expliquer en croisant différents indicateurs tels la vitalité religieuse ou la demande scolaire. L'échelle locale lui paraît cependant seule vraiment pertinente car s'y déclinent poids des hiérarchies traditionnelles (clergé et noblesse dans les campagnes de l'ouest) ou militantisme catholique et bourgeois des villes. L'échec relatif de ces stratégies conduit à opter en 1847 pour la modération sous l'influence d'une figure émergente du mouvement, appelée à jouer un grand rôle, l'abbé Dupanloup. La crainte du désordre social, commune aux notables de Juillet, contribue également à rapprocher les catholiques des forces conservatrices. Après 1848, un Montalembert, apeuré par la révolution, rejoint le parti de l'Ordre et contribue à l'agonie du parti catholique. Celui-ci n'apparaît plus désormais que comme l'aile « confessante » de la réaction (p. 521). Il restait à observer un dernier acteur, le Saint-Siège, en croisant archives vaticanes et archives du ministère des Affaires étrangères. Sollicitée, Rome se refuse prudemment à prendre position : d'abord pour ne pas sembler accepter sur le fond le monopole enseignant de l'État aux dépens de l'Église ; ensuite par tradition de conciliation avec les pouvoirs politiques ; enfin pour rester une instance de recours et contribuer ainsi au mouvement de centralisation romaine.

- 5 L'épilogue, centré sur la loi Falloux, révèle les talents tacticiens du ministre capable d'obtenir (enfin !) une loi de transaction. Mais celle-ci conduit aussi à durcir les clivages internes entre catholiques libéraux et intransigeants qui devaient structurer la deuxième moitié du siècle. À tous points de vue, les années 1830-1850 apparaissent bien comme un moment essentiel où sont posées quelques-unes des grandes questions du siècle : relations Église/État dans le monde moderne, rôles respectifs de la religion et de l'instruction dans l'éducation, poids de l'opinion publique, place des catholiques dans la cité, part de l'anticléricalisme dans les cultures politiques de « gauche ».
- 6 Accompagné de précieuses annexes (ainsi d'un dictionnaire biographique de personnalités catholiques mal connues ou d'un tableau synoptique des différents projets de loi sur l'enseignement secondaire), l'ouvrage de Sylvain Milbach apparaît comme une contribution majeure à l'histoire religieuse, politique et scolaire du XIX^e siècle français.